

Nouveaux Cahiers du socialisme

Des enjeux urbains en mutation

Pierre Spénard

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Numéro 22, automne 2019

Valleyfield, mémoires et résistances

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/91534ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Spénard, P. (2019). Des enjeux urbains en mutation. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (22), 98–102.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2019

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Des enjeux urbains en mutation

Pierre Spénard

Professeur de sociologie au Collège de Valleyfield

À l'été 2017, Denis Lapointe, le premier magistrat de la ville annonce qu'il ne briguera pas le poste de maire qu'il occupe depuis 22 ans. Il affirme que « des jeunes ont leurs idées » et qu'il est normal de leur laisser la place pour qu'ils poursuivent la croissance de la ville de Salaberry-de-Valleyfield. En face de lui s'ébauche un nouveau projet, le Mouvement Renouveau Valleyfield. Mais rapidement, ce mouvement s'estompe, ses trois fondateurs, Miguel Lemieux, Sébastien Poiré et Guillaume Massicotte, ayant décidé de faire campagne comme candidats indépendants. Néanmoins, on sent un certain vent de changement. Plus de 25 personnes déposent leur formulaire de candidature, ce qui est un nombre inédit, dont six femmes (une première !). Le 4 novembre 2017, le verdict tombe. Le conseil de ville fait peau neuve : un nouveau maire, Miguel Lemieux, est élu, de même que cinq nouveaux membres, deux femmes et trois élus de moins de 35 ans. Les électrices et les électeurs n'ont pourtant montré la porte à aucun candidat sortant. Le mot changement est sur toutes les lèvres : en réalité, il s'agit d'une mutation plutôt que d'une transformation.

Le changement dans la continuité

Il n'est pas clair si cette élection constitue un tournant historique où les femmes et les jeunes ont pris le pouvoir. En réalité, aucun ancien candidat n'a été défait sur le siège qu'il occupait avant la campagne. Les nouvelles et nouveaux venus se sont insérés dans des sièges vides en raison du départ des conseillers des districts Grande-Île, Nitro, Champlain, La Baie ainsi qu'à la mairie. Ainsi, la proportion de nouveaux élus est de 55,6 % (5/9) contre 41,7 % pour l'ensemble du Québec. En revanche, la proportion de femmes élues est de 22,2 % alors qu'elle est de 32,3 % pour l'ensemble du

Québec!. Ce qui donne à penser que le vent de changement n’a pas encore eu lieu. D’ailleurs, le slogan du Mouvement Renouveau Valleyfield, n’était-il pas « L’alliance des générations » ! Notons également que tous les élu-e-s sont de Valleyfield, ce qui indique que la politique municipale est une affaire de proximité.

Tableau 1

Répartition des élu-e-s selon le sexe et le type d’élu-e
Élection municipale de novembre 2017 au Québec

Type d’élu-e	Sexe		Total (%)
	Femmes (%)	Hommes (%)	
Nouveaux	1231 (37,3)	2 073 (62,7)	3304 (100,0)
Sortants	1332 (28,8)	3 292 (71,2)	4624 (100,0)
Total	2 563 (32,3)	5 365 (67,7)	7928 (100,0)

Source : Portrait statistique des élections municipales, 2017

Alors que peut-il se passer ? Les nouveaux élu-e-s pourront-ils réellement changer la ville ? La question reste posée.

Le rêve de Jason Grenier

Jason Grenier a été élu au conseil municipal de la ville de Salaberry-de-Valleyfield en 2017. Ce professeur de philosophie du Collège de Valleyfield est un fils du pays, mais également un jeune qui veut réanimer une ville un peu endormie².

P.S. — Qu’est-ce qui t’a amené sur la scène municipale ?

J.G. — J’ai fait mes classes de militantisme à partir de 2005 surtout dans le mouvement étudiant. Je regardais comment m’insérer dans une dynamique politique, et ce qui m’apparaissait le plus près de mes valeurs était Québec solidaire (QS). Par ailleurs, je trouvais, et je trouve encore, que la gauche au Québec boude le terrain municipal. Quand je suis revenu à Valleyfield après mes études à l’Université du Québec à Montréal

1 Il y avait quatre districts où de nouveaux candidats faisaient face à un élu sortant. Le nombre de votes que ces quatre candidats ont cumulé est plus important que celui cumulé de leurs six adversaires (soit 50,2 %). Bref, les conseillers sortants ont été réélus avec une plus forte majorité que lors de l’élection précédente.

2 Entrevue réalisée à Valleyfield le 22 mars 2019.

(UQAM), j'ai eu la chance d'entrer au cégep. À partir de cette base d'observation et de mes valeurs, j'ai constaté que la municipalité était dans une large mesure passive, inerte, menée par un maire que tout le monde aimait, mais qui n'était plus outillé pour gérer les affaires de la ville face à de nouveaux défis de plus en plus urgents. Il faut cependant dire que ce maire n'a jamais été mêlé à des affaires de corruption comme cela s'est vu ailleurs au Québec.

P.S. — Tu as donc décidé de faire le saut...

J.G. — Lors des élections de 2017, le maire sortant ne se représentait pas. Le conseil municipal est composé d'individus (il n'y a pas de partis municipaux comme tels). Quelques nouvelles figures sont apparues sur la scène, dont l'ex-conseiller du député péquiste sortant. Miguel Lemieux, qui avait appris bien des choses pendant les 12 années où il a été attaché politique du député Guy Leclerc. Il avait aussi des idées pour revitaliser la ville, ouvrir les portes, dépoussiérer le « *old boy's club* ». Miguel Lemieux a finalement été élu (contre deux autres candidats dont l'un était plus près de l'*establishment* local). Parmi les huit postes à pourvoir, il y avait aussi quelques autres candidats allumés. Bref, j'ai tenté ma chance et, dans mon quartier, le fameux Nitro qui, comme son nom l'indique, longe l'immense complexe industriel de General Dynamics (anciennement Expro), j'ai reçu 77 % des votes.

P.S. — Quel était ton projet ? Qu'est-ce que tu pensais changer ?

J.G. — Dès le début, j'ai insisté sur la nécessité de reconstruire la participation citoyenne. Dans les années précédentes, des élus municipaux proches du mouvement syndical, très puissant à Valleyfield, avaient voulu aller dans ce sens, mais au fil du temps cette idée que les citoyens et les citoyennes peuvent jouer un rôle autre que d'aller voter tous les quatre ans s'est perdue. Au Québec, le mandat traditionnel de la ville est de gérer la voirie (ce qui veut dire le déneigement), la collecte des déchets, l'approvisionnement en eau. Mais ici, il y a toujours eu un certain « supplément », qui s'est accentué au fur et à mesure que les gouvernements (néo) libéraux ont voulu « déverser » vers les entités urbaines d'autres responsabilités, notamment dans le domaine social et culturel. Avec tout cela, je me suis dit qu'on pourrait relancer des activités et des interventions dans les quartiers, en tenant compte des anciens et des nouveaux besoins, notamment ceux liés aux enjeux environnementaux qui, de toute évidence, se posent avec plus d'acuité maintenant.

P.S. — Quels sont ces enjeux environnementaux justement ?

J.G. — Valleyfield a une histoire assez sombre avec les grandes industries qui ont déversé sur nos terres et dans le fleuve des quantités invraisemblables de déchets, sans aucun contrôle ni responsabilité. Ces dernières années, les entreprises, sous la pression de l'opinion publique et des syndicats, ont appris à faire attention, bien qu'on observe ici et là toutes sortes d'abus. Il faut donc être vigilant. Cependant, on voit aujourd'hui à travers l'impact des changements climatiques une autre problématique : celle de l'érosion des berges et de la saturation en eau du sous-sol, ce qui fait que plusieurs secteurs sont inondés ou du moins menacés. C'est évident que la municipalité doit être plus active sur ce terrain, en dépit de ces capacités limitées.

P.S — Quelles sont les réalisations du conseil municipal dont tu fais partie après deux ans au pouvoir ?

J.G. — Il a fallu mettre de l'ordre dans les finances et être davantage proactif pour démarcher des entreprises. Cela a été fait, et on en voit les résultats puisque de nouvelles entreprises sont en train de s'installer, ce qui compense en partie les graves pertes d'emplois survenues depuis 15 ans chez les beaux « fleurons » de la ville³. On a maintenant un système qui permet une planification financière relativement transparente, alors que l'ancien système était plutôt opaque et peu organisé. Ce qui nous permet d'envisager de nouveaux projets d'infrastructure, notamment sur le plan de la gestion de l'eau.

P.S. — Qu'est-ce qu'on a fait concrètement ?

J.G. — Je m'efforce d'implanter de nouveaux projets et, j'oserais dire, une nouvelle culture, à commencer dans mon quartier. Les gens doivent se mettre ensemble et repenser leur aménagement, regarder du côté de l'agriculture urbaine, s'éloigner des modèles d'aménagement traditionnels avec beaucoup d'asphalte et de gazon trop vert, bourré de produits chimiques, repenser aussi la gestion et la collecte des déchets. Un beau projet citoyen est en cours, les Incroyables comestibles du Suroît, une idée amorcée en Angleterre et qui, chez nous, a permis l'expansion des jardins potagers domestiques dans des terrains publics inoccupés⁴. Parallèlement, il faut améliorer et augmenter les pistes cyclables, encourager les établissements scolaires (écoles et cégep) à ouvrir des programmes de formation en environnement et en développement durable. La municipalité n'est pas le maître d'œuvre en matière d'éducation, mais elle

3 Les grandes entreprises ont procédé à des licenciements massifs, tels General Dynamics (ex-Expro), CEZinc, Goodyear. On y trouve encore plusieurs centaines de travailleurs et travailleuses, alors qu'ils étaient des milliers dans les années 1960-1970.

4 Le site des Incroyables comestibles de Valleyfield : <<https://icsuroit.org/>>.

peut faciliter la transition, par exemple, en rendant disponibles des infrastructures. Une autre voie est celle de la mise en place d'un système de communication accessible à tout le monde, avec des informations en ligne bien expliquées et actualisées sur les problèmes, les défis, les initiatives en cours. C'est à une petite échelle ce qui se fait dans des villes dynamiques comme Barcelone notamment. Autre chantier : il faut revitaliser le transport public, ce qui n'est pas une tâche facile sur un territoire aussi étendu que Valleyfield.

P.S. — Il doit bien y avoir de l'opposition à ce projet de « verdir » Valleyfield ?

J.G. — On ne peut pas dire que la vision traditionnelle des grands projets, des grandes infrastructures routières et de la construction de résidences de luxe soit disparue. On voit des résidences haut de gamme pour personnes âgées, des condos et autres projets à la fois inaccessibles pour la majorité des gens et peu respectueux de l'environnement. Le projet de relocalisation du marché public dans une volonté de revitalisation du quartier central n'a pas passé, bien qu'il soit à nouveau en discussion. Sur la question du transport public, la Ville a de la difficulté à s'assurer la collaboration des entreprises privées de taxi qui ne sont pas trop intéressées à de nouveaux projets (taxis collectifs, accessibilité de la zone industrielle, etc.). Évidemment, beaucoup de choses dépendent de la participation et de l'appui des autres paliers de gouvernement, à Québec et à Ottawa. Je sens cependant que les municipalités, pas seulement Valleyfield, se montrent plus militantes dans leurs revendications. Par exemple, on le dit de plus en plus fortement qu'il est absurde de maintenir le régime fiscal actuel qui rend les villes dépendantes des taxes foncières uniquement, ce qui encourage l'étalement urbain et des projets peu efficaces sur le plan environnemental.

P.S. — Justement, parle-nous un peu de la jonction que tu peux imaginer entre les initiatives municipales et ce qui se passe à une autre échelle au Québec.

J.G. — Pour moi, le surgissement de Québec solidaire est une excellente nouvelle. Certes, cela va être tout un apprentissage. Ce que je découvre en tant que conseiller municipal, c'est l'importance de bien gérer les projets et les budgets, en d'autres mots, de traduire de bonnes idées en initiatives concrètes, faisables, palpables. Les citoyens et les citoyennes de Valleyfield, aujourd'hui, peuvent concrètement améliorer leur vie, c'est possible, mais aussi, c'est nécessaire pour se redonner un projet collectif, secouer le sentiment d'impuissance qu'on observe ici et là, à l'ombre de ladite « austérité » et des politiques néolibérales. La gauche qu'on accuse souvent (et à tort) de « pelleux de nuages » doit se mettre les deux mains dans la lutte pour changer la vie, y compris au niveau municipal, le levier politique le plus proche des citoyens. Pour le moment donc, je veux continuer sur la scène municipale, mais éventuellement, je ne dis pas non à une éventuelle implication plus active avec QS.